



# LE CANARD

## en furie

Siège Terminus, 1<sup>er</sup> virage à gauche  
après l'Hôtel Terminus en venant du  
Rond point Grand Hôtel, tout droit  
jusqu'au bout de la rue.  
E-mail: in\_dicko@yahoo.fr  
90.00.99.83 / 96.75.34.12

PRIX : 300 F

1<sup>ère</sup> Année:

HEBDOMADAIRE SATIRIQUE NIGERIEN

N° 11 du 06 février 2017

*Réussite de la marche de la société civile*

# Encore un grand défi pour la MRN et l'APR !



*Samedi dernier, les organisations de la société civile à l'origine de la marche historique du 21 décembre 2016 ont réédité leur exploit. Malgré les tentatives de démobilisation engagées par le gouvernement à travers la Ville de Niamey, les populations sont sorties massivement exprimer leur ras-le-bol de la gouvernance à vue en cours dans notre pays. Maintenant, on attend la réplique de la mouvance présidentielle qui n'a aucune excuse pour se dérober ...*

**Issoufou Mahamadou :**

# Le "lion" traqué

## Libération des otages d'Arlit: «Gadoullet a mené la négociation jusqu'à la fin»

*Ahmada Ag Bibi est un notable touareg de la région de Kidal. Ancien cadre du groupe islamiste Ansar Dine, passé ensuite au groupe armé HCUA et aujourd'hui député malien de la région de Kidal. En exclusivité sur RFI, il raconte comment il a permis à différents négociateurs de rencontrer le chef d'Aqmi, Abou Zeid, pour libérer les otages d'Arlit. Il livre sa version sur le rôle réel des différents négociateurs (Gadoullet, Lorenzi, Akotey) et sur le lien entre ces négociations et l'assassinat de Ghislaine Dupont et Claude Verlon, à Kidal, le 2 novembre 2013.*



Lire page 6-7

# Amères vérités

Soit, Daouda Mamadou Marthe ne sait pas ce qu'il raconte ; soit, c'est le cas contraire et là, c'est la meilleure parce qu'il dément les «belles performances» que Mahamadou Issoufou prétend avoir réalisées en cinq ans. D'abord, une grave contradiction entre les chiffres officiels. Alors que Daouda Mamadou Marthe parle de 5000 à 6000 enseignants contractuels recrutés par an, soit au bas mot un total de 25 000, le bilan officiel présenté par Mahamadou Issoufou souligne un total de 24 000 enseignants contractuels recrutés, répartis ainsi qu'il suit : Agadez 1.038 ; Diffa 1.520 ; Dosso 3.454 ; Maradi 4.444 ; Niamey 919 ; Tahoua 4.096 ; Tillabéry 4.268 ; Zinder 4.261. Est-il tolérable que Daouda Mamadou Marthe, patron du département ministériel qui fournit les statistiques officielles de l'État en matière d'éducation, communique des chiffres très éloignés du bilan officiel présenté par Mahamadou Issoufou ? Lequel est le vrai ? Problème, car l'écart entre les deux est énorme. Pas moins de 1000 enseignants contractuels ! Ce qui prouve qu'il ne s'agirait pas d'une erreur, mais de statistiques fantaisistes qui ne reposent, en vérité, sur aucune réalité tangible.

Voici ce que Mahamadou Issoufou a affirmé dans son bilan officiel des cinq ans de : « **Au plan des ressources humaines**, le gouvernement a intégré **10.350 enseignants contractuels** à la Fonction Publique et recruté **4.500 agents auxiliaires**. Il a aussi engagé **24.000 nouveaux enseignants contractuels** et pour améliorer l'encadrement pédagogique, **1.040 formateurs nationaux et régionaux** ont été formés en ingénierie de la formation, inspecteurs et conseillers pédagogiques. Pour rehausser la qualité de l'enseignement, le Gouvernement a introduit l'informatique dans les écoles primaires. À cet effet, un programme dit «Projet numérique» a été mis en place. Ce programme vise à améliorer les résultats scolaires à travers une méthode d'enseignement ludique par les technologies de l'information et de la communication. C'est dans ce cadre qu'une convention a été signée avec la Fondation Orange, pour la confection et la mise à disposition de **1.800 tablettes aux élèves** ». Ce n'est pas terminé. Car, si l'on se fonde sur les chiffres officiels, la « renaissance » a particulièrement fait beaucoup pour l'amélioration de la qualité de l'éducation mais le résultat est paradoxalement catastrophique. Tenez-vous bien : « Dans le domaine de la formation initiale, **29.562 nouveaux enseignants ont été formés** dans les ENI et **28.940 enseignants contractuels sans formation initiale ont bénéficié d'une formation** de 30 à 45 jours. De même. Dans le domaine de la formation continue, **3 757 cadres et enseignants ont bénéficié de divers renforcements de capacités** et **132.762 enseignants, dont des enseignants des écoles à risque, ont été formés au cours des sessions de CAPEP**. À cela, s'ajoute la formation à distance de 500 enseignants sans formation initiale des régions de Maradi et Tillabéry ».

Par delà les interrogations que suscitent ces chiffres époustouffants que dément aujourd'hui une réalité lancinante que Daouda Mamadou Marthe a cru devoir dénoncer, une observation s'impose : avec un tel investissement dans la formation des enseignants, il est surprenant, voire, scandaleux, que le ministre des Enseignements primaires dise que 11,5% des enseignants, *craie en main*, pensons-nous, ne savent pas qu'une minute est composée de 60 minutes.

À moins de vouloir casser du Daouda, l'on est obligé de reconnaître que le ministère dont il a la charge a recruté du tout venant pour servir d'enseignant. Et personne, y compris dans les rangs des syndicalistes, ne peut prétendre qu'il n'y a pas péril en la demeure. Dans ce registre, les anecdotes sont légion et elles font nécessairement froid dans le dos. Mais, vérité pour vérité, il serait hypocrite de ne pas constater

qu'il s'est pratiquement tiré une balle dans les pattes en affirmant que parmi ces enseignants qui n'ont même pas le minimum pour être dans une classe, il se trouverait des directeurs d'école. N'est-ce pas, lui, le ministre qui nomme ces directeurs d'école ? S'il était conséquent, il devrait, aussitôt qu'il a reçu notification des résultats des études auxquelles il a fait allusion, décharger tous les directeurs d'école concernés. C'était la première mesure à prendre et ce n'était pas hors de ses cordes. Il ne l'a pas fait.

Première vérité : si l'on concède à Daouda la véracité des chiffres qu'il avance, il faut alors admettre qu'il y a 90% de chance pour que la «racaille» [Ndlr : le mot est de la rédaction] qui infecte le corps enseignant ait été recrutée sous Mahamadou Issoufou, uniquement guidé dans ce domaine par la quantité. Car, 25 000 ou 24 000 enseignants contractuels, ça fait un peu plus de 34% des effectifs concernés (dans le cas où c'est Daouda Mamadou Marthe qui dit vrai) ou un peu plus de 33% si l'on se fie aux chiffres de Mahamadou Issoufou. Or, Daouda Mamadou Marthe a affirmé que la «racaille» atteint 11,5% des 72.000 enseignants. Autrement dit, en concédant une marge de 15% — Reconnaissez que c'est énorme — cela ferait toujours 26,5% de racaille et c'est nettement moins que ce qui a été recruté sous Mahamadou Issoufou. Conclusions partielle, s'il y a, aujourd'hui, 11,5% des 72.000 enseignants — encore qu'il ne dit pas si ces 72 000 enseignants dont il parle sont uniquement ceux qui sont dits *craie en main* — qui ne savent pas qu'en retranchant 12 de 30, on obtient 18 ou qu'une heure de temps fait 60 minutes, c'est la faute entière d'un gouvernement auquel Daouda Mamadou Marthe a apporté, cinq ans durant, un soutien ferme et aveugle en sa qualité de parlementaire. Un gouvernement auquel il appartient désormais. Par extension, c'est la responsabilité directe de Mahamadou Issoufou qui se trouve pleinement engagée, le bilan dont il se targue étant, selon Daouda Mamadou Marthe, une catastrophe pour le Niger puisqu'ayant «inoculé» dans le système d'enseignement un redoutable virus de destruction massive. C'est un autre scandale qui risque de dévoiler ses laideurs.

En tout état de cause, que ce soit Mahamadou Issoufou qui soit dans le vrai ou que ce soit Daouda Mamadou Marthe qui est porteur des vrais chiffres, le résultat est le même : soit, les bilans sont totalement faux, et là, il y a de légitimes interrogations qui s'imposent sur la destination réelle des fonds publics dits investis ; soit, ils sont réels et là, l'on est obligé de dire à Daouda Mamadou Marthe qu'en plus d'avoir démenti Mahamadou Issoufou, il a parlé de la façon dont n'importe quel homme de la rue aurait présenté la situation de l'école nigérienne. Car, entre le langage du chercheur qui ne s'embarrasse pas de fioritures pour rapporter des résultats et le discours d'un ministre, qui appartient au corps, il y a un écart auquel doit s'obliger le second. On ne jette pas le bébé avec l'eau du bain. Or, Daouda a commis l'excès d'avoir jeté le discrédit sur le corps enseignant. Il aurait dû se contenter de dire que le niveau de la qualité des enseignements est inquiétant et qu'en tant que premier responsable concerné, il est de son devoir d'y apporter des mesures correctives, soient-elles douloureuses ; que ces réalités, sur lesquelles tout le monde convient, ont été corroborées par des études et des enquêtes (encore qu'il n'a pas précisé quelles sont ces études et ces enquêtes, par qui ont-elles été menées et quand) et que son département ministériel approcherait tous les acteurs et partenaires concernés afin de trouver la solution la plus profitable à l'école nigérienne. En sachant que personne ne l'obligerait à garder dans une classe un enseignant ou une enseignante qui ne sait qu'en retranchant 12 de 30, il lui resterait 18.

BONKANO.



Réussite de la marche de la société civile

# Encore un grand défi pour la MRN et l'APR !

Samedi dernier, les organisations de la société civile à l'origine de la marche historique du 21 décembre 2016 ont réédité leur exploit. Malgré les tentatives de démobilité engagées par le gouvernement à travers la Ville de Niamey, les populations sont sorties massivement exprimer leur ras-le-bol de la gouvernance à vue en cours dans notre pays. Maintenant, on attend la réplique de la mouvance présidentielle qui n'a aucune excuse pour se dérober ...

## La manif proprement dite

S'il est incontestable que la manif du 4 février n'a pas atteint celle du 21 décembre en terme de mobilisation, il est tout autant vrai que les organisateurs peuvent légitimement être fiers. Ils doivent même l'être assez parce que les habitants de la capitale ont démontré leur attachement aux revendications posées. Ce sont des milliers d'hommes et de femmes, de jeunes et de moins jeunes qui ont piétiné le bitume de la Place Toumo à celle dite de la Concertation. Leur nombre est important mais ce qui l'est encore plus, c'est le don de soi dont ils ont fait montre. Ils n'ont pas été transportés gratuitement comme ça se voit ailleurs ; ils n'ont pas non plus été payés pour faire le déplacement ; et par-dessus tout, ils sont de Niamey, ils ne se sont pas faits rapatriés *manu-monnaie* des villages d'autres régions du Niger. Eux sont venus de leur propre chef et simplement parce qu'ils sont d'accord avec l'exigence d'une bonne gouvernance, la réduction du train de vie de l'État, l'enrichissement illicite, le détournement de biens et deniers publics, l'inégalité des citoyens devant la loi et l'administration publique, bref, ils sont contre la gouvernance cahoteuse de la Renaissance du président Issoufou. Ça, c'est incontestable. Et de ce point de vue, la marche et le meeting des acteurs de la société civile a été une réussite totale. Réussite inattendue dans la mesure où en les contraignant de manifester un week-end et non un jour ouvrable conformément à leur vœu, le gouvernement pensait sans doute pouvoir démobilité les citoyens qui, les samedis et dimanches, sont, généralement, partagés entre mariage, baptême et repos après 5 jours de boulot harassant. Mais mal lui en a pris car les *niameyéens* sont partis crié

leur colère, la douleur de leur existence alourdie par une mauvaise gestion inégalée, doublée d'une privation de libertés publiques pourtant consacrées par la Constitution. Voilà qui devait faire réfléchir les gouvernants et les pousser non pas à détester les organisateurs de cette manif mais à changer son fusil d'épaule et améliorer la gouvernance décriée. Hélas ! Aucun espoir n'est permis à ce propos puisque cette attitude est propre aux gouvernements responsables, à l'écoute des citoyens.

## Bientôt la réplique de la mouvance présidentielle ?

Pas évident ! Les manifestations de rue sont très onéreuses dans les arcanes de la Renaissance étant entendu qu'il faille transporter et nourrir les participants. Imaginez les moyens logistiques nécessaires pour transporter 5 000 personnes. S'il faut utiliser des minibus de 19 places, il en faudra quelques 263. A raison de 50 000 francs la location, pas moins de 13 157 894. Et s'il faut offrir le petit-déjeuner (au moins 1 000 FCFA) à 5 000 personnes ça coûtera 5 autres millions. Cela, sans prendre en compte les affiches et les enveloppes des « courtiers » en la matière qui sont chargés de la mobilisation. C'est plusieurs dizaines, voire centaines, de millions qui sont en jeu. Ce n'est donc pas évident en ces temps de rareté des ressources financières.

## Pas seulement ...

Les divergences au sein de la Mouvance pour la Renaissance du Niger (MRN) ne sont pas non plus pour faciliter les choses. A l'heure où on parle de la création imminente d'une autre coalition qui viendra s'ajouter à l'APR de Seïni Oumarou au sein de la MRN, il est difficile pour le PNDS-Tarayya de convaincre ses alliés sur la pertinence d'une contremarche en réponse à la société civile. Surtout que l'argent ne coule plus à flot comme antan. Pourtant, la MRN n'a de choix que mobiliser ses troupes. Autrement, elle aura accepté que le 8 janvier dernier le président de la République n'était « pas seul » mais que désormais il n'a plus de personne pour le soutenir. Et ça, c'est inadmissible pour un Bazoum Mohamed, président du parti qui a porté Issoufou Mahamadou au pouvoir. Ça aurait été un échec pour lui. Personne ne



lui avait demandé de dépenser pour démontrer que le président Issoufou « n'est pas seul ». C'est de son propre chef et il ne peut pas se dérober dès à présent. Lui, qui a tout, comment peut-il se laisser vaincre et ridiculiser par des

acteurs de la société civile qui n'ont que leurs bouches pour parler et leurs popularités auprès des citoyens ? Popularité ! Ah c'est justement ce qui manque quelque part !

Ibrahim A. YERO

## Le coup de gueule du Canard en furie

Fouinant dans le bilan quinquennal de Mahamadou Issoufou, Le canard en furie a relevé que le ministère des Enseignements primaires avait signé avec la fondation Orange Niger une convention portant sur la dotation de l'école publique nigérienne en tablettes numériques. Et que, selon ce document, ce sont quelques 1800 tablettes que la société de téléphonie cellulaire susnommée devait mettre à disposition de l'école nigérienne. Probablement pour une première expérience à consolider et à étendre au reste du système. Simple question de routine : où sont passées ces 1800 tablettes dont Mahamadou Issoufou a fait cas dans son bilan quinquennal ? À moins que ce soit de l'ordre des chimères dont on a l'habitude de meubler ces bilans, à l'instar de ces 14 500 salles de classe par an, il faut bien qu'on sache vers quelle destination sont parties ces tablettes. Ou bien ces tablettes ont été détournées à d'autres fins privées ; ou alors, elles n'ont jamais été livrées au ministère des Enseignements primaires parce que la fondation Orange Niger n'aurait pas respecté ses engagements. Ce qui est certain, c'est que le bilan quinquennal de Mahamadou Issoufou atteste que la convention a été signée. Aussi bien Daouda Mamadou Marthe, la fondation Orange Niger que les syndicats du secteur de l'éducation, sont interpellés pour donner une suite à cette question. Où sont passées ces tablettes numériques ? Auraient-elles été détournées ? La question mérite d'être posée car dans la même foulée, l'on apprend qu'un promoteur privé aurait approché un certain nombre d'établissements de Niamey pour leur proposer un deal dans ce sens. Il s'agirait de faire cotiser les élèves en raison de 500 FCFA par élève pour doter chaque classe de tablettes numériques. Son projet aurait-il un lien avec ces tablettes que l'on n'a jamais vues ? Comment est-ce Mahamadou Issoufou peut-il inscrire dans son bilan des tablettes dont personne, au Niger, n'a encore vu les couleurs ? Comment une fondation dont la mission, justement, est de soigner l'image d'Orange Niger peut-elle prendre un tel engagement et ne pas le tenir ? À tous points de vue, l'affaire mérite des éclaircissements afin que l'on sache où se situe la défaillance et le Canard en furie fait le serment de ne fermer le bec que lorsqu'on aura su si c'est la fondation Orange qui a fait faux bond au ministère, auquel cas, elle discrédite la société qu'elle est censée servir ou si ces tablettes ont été détournées au sein du ministère des Enseignements primaires. Peut-être un autre scandale qui risque de dévoiler ses laideurs.

POLITIQUE :

# Issoufou Mahamadou : le "Lion" traqué

En arrivant au pouvoir, le camarade-président du socialisme nigérien, promettait de gouverner comme un Saint, comparant son désir de gouverner selon les normes qui ont fondé l'action d'un certain Oumar Ibn Khattab. Et les Nigériens étaient heureux d'avoir un homme si proche de Dieu pour croire qu'enfin, ils connaîtront la meilleure des gouvernances, celle qui mettra l'homme nigérien au centre de son action. Les camarades ont pêché par leur façon de concevoir la politique : règlements de compte, personnalisation du débat politique, hargne vengeresse, vision mercantiliste de la politique, injustice... Des innocents paient pendant que des brigands et autres criminels restent sous sa protection, intouchables ! On devait alors très vite voir le vrai visage de nos socialistes. Il s'agit pour l'essentiel d'une clique d'aigris que l'envie de l'embourgeoisement rapide a poussée au saccage pour spolier l'Etat. Pendant que l'Etat s'appauvrit, eux s'enrichissent dangereusement, bâtissant dans la ville villas et buildings, maisons à étages et autres fantaisies de nouveaux riches, divorçant et mariant, remplissant les maisons de milliards détournés, et changeant au gré des humeurs de voitures insolentes. En deux années de gestions déjà, à en croire une certaine presse, l'on pouvait compter pas moins de seize nouveaux milliardaires dans leur rang. Vive le socialisme...

En se faisant l'otage d'un groupe pour lequel il semble avoir choisi de gouverner au détriment d'autres Nigériens laissés à la marge, Issoufou ne pouvait plus être le président de tous les Nigériens ainsi que le lui commande la Constitution. Après plus de cinq années de gestion, pour avoir choisi de n'écouter que des courtisans sans envergure, il s'est embourbé dans sa gestion et le pays vit depuis quelques temps les moments les plus difficiles de son histoire. Egaré dans le labyrinthe de sa marche hasardeuse, il avance, coincé dans les creux d'une machine grippée dont le contrôle semble lui échapper.

## Au milieu de mille feux...

Pour avoir mal gouverné, pour avoir refusé de tenir compte des plaintes du peuple, les socialistes se sont re-

trouvés englués dans une situation complexe dans laquelle ils patagent, ne pouvant plus retrouver les chemins.

C'est une crise multidimensionnelle qui les cernent et parce qu'ils manquent de réponses propices aux défis immenses que leurs maladresses ont créés, leur cas semble désespéré et irrécupérable. Au plan national le front social s'allume, n'épargnant aucun secteur de la vie économique. Les enseignants reviennent à la charge alors même que le gouvernement n'a aucune réponse à ses propres engagements. Au même moment la situation des municipalités s'aggrave. "Maïboulala" par son caractère sélectif réveille des rancœurs au sein de la MRN émiettée. Ces marches et ses meetings qui prennent de l'ampleur à travers le Niger angoissé témoignent de la fragilisation d'un pouvoir qui, peut-on en être certain, n'ayant pas été capable de gouverner le pays pour lui donner de bonnes perspectives pendant qu'il avait de l'argent, ne peut que le conduire au chaos aujourd'hui qu'il n'a plus le sou. La situation difficile des finances publiques ne présagent dans le court et moyen terme que d'une gestion délicate des salaires que l'Etat peine à assurer depuis de longs mois. Pire, aucun pays, fut-il ami, ne peut donner de l'argent à un autre pour qu'il paie des salaires qui sont considérés comme étant de l'ordre de ce qu'on appelle les dépenses de souveraineté. Il ne faut donc pas être surpris quand après avoir engrangé quelques petits milliards quémandés à l'extérieur, et quelques petits millions glanés par la fameuse opération "Maïboulala" l'on ait l'impression que la situation du pays se tasse, l'argent devenant de plus en plus rarissime. L'environnement économique à cause de sa morosité ambiante, complique la situation pour des camarades qui ont montré leur limite et vis-à-vis desquels le peuple semble prendre ses distances. Au plan politique la situation n'est guère meilleure. Mal élue, certains diront non élue selon les convenances démocratiques établies, la renaissance, en choisissant de s'imposer au peuple, se place dans une situation inconfortable qui fragilise son pouvoir qui, parce qu'il n'a pas la caution du peuple, ne peut



avoir d'autorité. Mais il n'y a pas que le caractère usurpé de ce pouvoir maléfique qui constitue un boulet qui alourdit ses pas dans sa marche difficile. Pour ne pas savoir respecter l'autre, pour n'avoir pas d'estime même pour celui-là qui est avec elle, la renaissance, a fini par dégoûter ses amis, ses alliés qui se rendent compte que ces socialistes pensent peu le pays, et ne voient que leur personne et surtout, qu'ils n'ont aucun sens humain de l'amitié et de la relation politique. L'autre, pour eux, ne peut qu'être un objet dont elle peut se servir et quand il ne peut lui être utile, il peut s'en débarrasser non sans l'humilier en sus. Les observateurs sont aujourd'hui unanimes à dire que la MRN est minée par quelques frustrations et qu'aujourd'hui, quelques tempêtes agitent le régime qui risque de perdre bien de ses soutiens. Bon nombre sont arrivés à comprendre que ces socialistes de pacotille ne peuvent jamais changer et voyant le gouffre profond dans lequel ils précipitent le Niger, leur pays, leurs consciences leur dictent le choix du peuple en lutte depuis des mois sans qu'on ne l'écoute afin de ne pas être comptable du drame qui se joue ou au moins, pour avoir géré avec le régime, en ayant le courage de se désolidariser de cette conduite hasardeuse, avoir quelques circonstances atténuantes au tribunal du peuple qui finira par demander des comptes à chacun.

## Sous l'orage...

On l'avait déjà dit depuis longtemps : la loi naturelle des choses fait en sorte que chaque corps porte en lui, les germes de sa propre destruction. Et l'on savait que la Renaissance ne pouvait que se désagréger de l'inté-

rieur et le peuple ne viendra que pour achever la déstructuration interne en balayant les débris d'un monde haï, décomposé, fait de haines fertiles et de méchancetés bestiales immodérées. En ces temps de fragilité, la Renaissance ne pourra donc compter sur aucune autre force car aux heures des grands tournants de l'histoire, même les ministres, mêmes les alliés serviles ne peuvent que choisir le camp de la vérité et du peuple. Le régime n'a que trop de dossiers brûlants dans les mains. Que pourra révéler la dé-classification des dossiers concernant la libération des otages Français d'Arlit ? A quoi doivent avoir servi les deux mille milliards prêtés dans l'informel chez Eximbank China ? Pourquoi, le régime a-t-il protégé ce député qui serait impliqué dans une affaire scabreuse de trafic de drogue en terre malienne ?

Comme on le voit, ce ne sont pas des problèmes qui manquent aujourd'hui à Issoufou Mahamadou et à son sérail qui doit l'avoir trompé en le poussant sur des chemins incertains qui ne peuvent par ailleurs honorer la fonction qu'il assume même lorsque celle-ci est usurpée un 20 mars où le pays a été tristement silencieux, boudant un scrutin tropical qu'on lui imposait sous l'œil complice d'organisations sous-régionales et internationales hypocrites. La Renaissance est donc assise sur une énorme bombe dont l'explosion semble imminente quand on sait que malgré que la crise se complexifie, l'on continue à nier sa réalité. Historiquement, tous les régimes qui ont coulé, n'en sont arrivés là que par une telle attitude en refusant notamment de reconnaître l'existence de problèmes.

La Renaissance est donc sur la pente déclinée, poussée par un peuple debout, pendant que l'Ami qui a soutenu pour tenir dans le faux, fait ses bagages pour quitter le centre de décision d'une France qui continue à faire le mal par les immixtions intolérables de ses enfants qui confondent les Etats à des amitiés interpersonnelles.

Forcément, un nouveau vent soufflera sur le monde et le Niger...

A.I



Assemblée nationale

## Les capacités des fonctionnaires parlementaires renforcées



Après 5 jours d'intenses travaux, l'atelier de formation des fonctionnaires cadres parlementaires sur la légistique (technique d'élaboration des lois) organisé par l'Assemblée nationale avec l'appui de USAID, du SCAC et de NDI a clos ses assises ce vendredi 3 février. A l'entame de ses propos le vice-président de l'Assemblée nationale a tenu à remercier ses collègues pour

à leurs partenaires habituels à savoir le NDI, l'Assemblée nationale Française et de la Coopération française mais aussi à Mme Emmanuel LAVIE pour le professionnalisme et la générosité avec lesquels elle a partagé sa grande expérience du fonctionnaire parlementaire avec les participants. Cet atelier annonçant une série d'autres sur la légistique que sur d'autres



l'assiduité dont ils ont fait montre tout au long de la semaine. Il les a invités à approfondir les acquis de cet atelier pour qu'à terme ils puissent élaborer leur propre manuel de légistique qui est une discipline essentielle au travail parlementaire. Il a également réitérer ses remerciements

disciplines concourant au bon exercice du travail parlementaire permettra sans nul doute aux fonctionnaires cadres de l'Assemblée du Niger de renforcer leurs compétences et capacités dans le domaine de l'élaboration des lois.

Ousseina H.

Société

## Un programme en faveur des couches vulnérables

Cérémonie de lancement du programme «VOICE» le jeudi 02 février 2017 initié par Oxfam et ses partenaires en vue de contribuer à la réalisation des droits fondamentaux des citoyens particulièrement les plus discriminés et marginalisés. ce programme vise d'une part, à renforcer les capacités des groupes les plus discriminés et marginalisés pour leur permettre de mieux s'organiser, s'exprimer librement et participer pleinement à la vie publique et d'autre part, à amener les groupes cibles à influencer les politiques publiques pour une meilleure prise en compte de leurs droits et besoins. Il se veut un programme novateur axé sur la facilitation aux soutiens fonciers des groupes et/ou organisations via des appels à propositions et la capitalisation des apprentissages au niveau pays mais aussi visant le renforcement des capacités de lobbying et de plaidoyer des organisations de la société civile (OSC)

locales de ces groupes défavorisés pour se faire entendre. Ce programme touchera les personnes en situation de handicap en mettant l'accent sur les personnes non/mal voyantes, les personnes avec des difficultés de mobilité ou réduites à la mendicité dans la rue; les femmes victimes d'exploitation, abus de tout genre et de violence telles que celles astreintes à l'esclavage, les femmes victimes de mariage forcé etc. La jeunesse vulnérable, en l'occurrence, les adolescents non scolarisés et exposés à la délinquance, les jeunes talibés à la merci des marabouts véreux et les jeunes filles « bonnes » ainsi que les groupes indigènes. Cette initiative d'Oxfam et ses partenaires est financée par le ministère Néerlandais des Affaires Étrangères pour une enveloppe de 50 millions d'euros dans 10 pays et sur une période de 5ans.

Ousseina H.

Siège : enceinte du ministère des sports  
Administration : Face au laboratoire national des TP,  
Avenue de l'Afrique, Villa N° 220,  
BP : 10.850 Niamey, Niger  
Tel: (+227) 20 72 26 80- Email:  
maisonpressniger@yahoo.com  
SiteWeb : [www.medianiger.info](http://www.medianiger.info)



Maison de la Presse

### Communiqué de presse de la Maison de la Presse du Niger

Les organisations socio-professionnelles des médias regroupées au sein de la maison de la Presse ont appris avec surprise et indignation, la mise en place d'un comité chargé de la relecture des textes sur la communication. Il s'agit de :

- L'ordonnance n°93-31 du 30 Mars 1993 portant sur la communication audiovisuelle ;
- l'ordonnance 035 du 04 Juin 2010 portant régime de la liberté de la presse au Niger ;
- la loi n° 20-12/34 DU 16 Juin 2012 portant composition, attribution, organisation et fonctionnement du Conseil supérieur de la Communication (CSC).

Les organisations socio-professionnelles des médias constatent que le Comité - est composé de six (6) membres dont :

- Trois représentants du Ministère de la communication
- Un représentant du CSC
- Un représentant du ministère de la justice
- Un représentant du cabinet du Premier ministre.

Les organisations socio-professionnelles des médias réunies au sein de la maison de la presse relèvent qu'aucune structure des professionnels du secteur ne fait partie dudit comité, alors que les médias et les journalistes sont les premiers concernés par ces textes, objet de relecture.

Aussi, les organisations socio-professionnelles des médias dénoncent un complot visant à remettre en cause des acquis obtenus de longues luttes pour la liberté de la presse et la liberté d'expression en général au Niger. Les organisations socio-professionnelles des médias rejettent, dans sa forme, le comité mis en place par la Ministre de la communication.

Fait à Niamey le 04 février 2017  
Le Président  
Ibrahim HAROUNA

# Libération des otages d'Arlit: «Gadoullet a mené la négociation jusqu'à la fin»

*Ahmada Ag Bibi est un notable touareg de la région de Kidal. Ancien cadre du groupe islamiste Ansar Dine, passé ensuite au groupe armé HCUA et aujourd'hui député malien de la région de Kidal. En exclusivité sur RFI, il raconte comment il a permis à différents négociateurs de rencontrer le chef d'Aqmi, Abou Zeid, pour libérer les otages d'Arlit. Il livre sa version sur le rôle réel des différents négociateurs (Gadoullet, Lorenzi, Akotey) et sur le lien entre ces négociations et l'assassinat de Ghislaine Dupont et Claude Verlon, à Kidal, le 2 novembre 2013.*

**L'intermédiaire, qui a permis au négociateur français Jean-Marc Gadoullet et au négociateur nigérien Mohamed Akotey de rencontrer le chef d'Aqmi, Abou Zeid, c'est vous ?**

**Hamada Ag Bibi :** Oui, c'est moi-même. Je n'appartiens à personne (allusion aux propos de Mohamed Akotey sur RFI ; Ndlr), ni à Mohamed Akotey, ni à Jean-Marc Gadoullet. En revanche, j'ai collaboré exclusivement avec Jean-Marc Gadoullet dans les négociations pour la libération des sept otages d'Areva et de Vinci, depuis leur enlèvement en décembre 2010 jusqu'à la fin.

**Cela veut dire que vous avez commencé à travailler avec Jean-Marc Gadoullet et que vous avez fini de travailler avec Mohamed Akotey ?**

Toutes les négociations pour cette libération, c'est Gadoullet qui les a menées jusqu'à la fin. C'est vrai, la partie Akotey est entrée en juin 2013. Je ne sais pas ce qui est arrivé, il y a des raisons que je ne connais pas.

**Les raisons pour lesquelles Jean-Marc Gadoullet a été évincé, c'est de ça que vous parlez ?**

Voilà, ce sont des raisons obscures pour moi, mais l'essentiel, c'était de sauver les otages, pour moi et pour Gadoullet. Donc Akotey, fin octobre (le 29 octobre 2013, jour de la libération des quatre derniers otages d'Arlit ; Ndlr) a pu récupérer les otages, mais la négociation a été faite bien avant, sur trois ans. Il y avait la première libération (en février 2011, libération des trois premiers otages ; Ndlr) et puis ce sont des négociations très longues, beaucoup de choses se sont passées. Les ravisseurs ont voulu mettre des ultimatums. On a déjoué ça, et sur les trois ans on a suivi de près les contacts. Après la mort d'Abou Zeid on a suivi avec Yahia...

**Yahia Abou Hammam, le succes-**

**seur d'Abou Zeid...**

Il y a aussi eu une tentative d'amener les otages hors de notre territoire, on a déjoué ça. La récupération des otages (s'est jouée sur quelques semaines ; Ndlr), à la fin du mois d'octobre, mais les négociations avaient commencé bien avant.

**Donc vous confirmez les propos de Gadoullet qui dit que c'est son travail qui a abouti à la libération des otages et que c'est son travail qui a ensuite été récupéré par Akotey ?**

Bien sûr, bien sûr ! Même les services français le savent et sont au courant de tout cela. Akotey est venu juste pour récupérer les gens. Les négociations avaient commencé avant, depuis trois ans. Tout cela, c'est Gadoullet qui a travaillé dessus.

**Aujourd'hui monsieur Gadoullet estime ne pas avoir été payé pour l'intégralité de son travail. Il demande de l'argent. Vous aussi ?**

Non. Pour moi, l'essentiel c'est que les gens aient été sauvés. La vie humaine n'a pas de prix. Mais quand même, le travail que Gadoullet a fait... je l'ai accompagné dans toutes ses rencontres avec Aqmi, ses rendez-vous en personne avec Abou Zeid, tout cela j'étais présent. Il a travaillé.

**Pierre-Antoine Lorenzi est un second négociateur français. Est-ce que vous l'avez rencontré ? Est-ce que vous avez été en contact avec lui ?**

Non, je ne le connais pas.

**Vous n'avez jamais entendu parler de lui pendant cette période de négociations ?**

Non, jamais.

**Est-ce que vous étiez présent lors du versement de la rançon ?**

Non.



**Est-ce que vous savez qui a réceptionné cette rançon pour Aqmi ? Et est-ce que vous savez si cette rançon a été versée intégralement ?**

Je ne sais pas. De toute façon, la rançon c'est Gadoullet qui l'a négociée. Les ravisseurs ont demandé beaucoup de choses et lui a refusé, jusqu'à la fin, lorsqu'ils se sont mis d'accord sur la rançon qui a été remise par monsieur Akotey.

**Certaines sources, notamment un ex-patron des services français de renseignement extérieur, disent que Aqmi n'a pas reçu l'intégralité de la rançon, et que ça a mis Abdelkrim al-Targui - l'un des chefs d'Aqmi - en colère. Est-ce que vous confirmez ?**

Non, je ne peux pas le confirmer. Je ne sais pas.

**Pierre-Antoine Lorenzi, le deuxième négociateur, affirme que les services français ont bloqué le versement de trois millions d'euros. Une rallonge, en plus de la rançon, qui devait servir à payer des intermédiaires, donc vous-même et les personnes avec qui vous avez travaillé. Est-ce que c'est le cas ?**

Non, non. Je ne suis pas au courant. Je n'ai rien à voir avec ça. Je ne suis pas au courant de ça.

**Donc ni vous ni les hommes avec qui vous avez travaillé pour aboutir à la libération des otages d'Arlit n'ont eu de frustrations financières ?**

Non. On n'a pas demandé ça. Il y a monsieur Gadoullet qui m'a demandé de l'accompagner depuis le début. J'ai travaillé avec lui. Et c'est lui qui gère les promesses « de ça » (sic), ce n'est pas moi.

**Mais est-ce que vous avez reçu ce que vous attendiez, sans vous demander de montant ?**

Non, on n'a rien reçu. L'essentiel pour moi était que les gens soient libres. Le reste, c'est d'autres détails.

**Ne parlons donc plus de votre cas particulier. A votre connaissance, est-ce que certaines personnes impliquées dans les négociations, ou certains jihadistes d'Aqmi eux-mêmes n'ont pas reçu l'argent qu'ils attendaient ?**

Je ne le sais pas. Je ne suis pas au courant.

**Est-ce que l'accord passé avec Aqmi pour la libération des otages d'Arlit prévoyait des libérations de prisonniers, des jihadistes détenus à Bamako ?**

Par des échos, j'ai appris qu'il y avait des personnes qui étaient libérées. Mais je ne sais pas, je ne connais pas leurs noms. Ce sont des gens qui le disent mais je ne sais pas. Je ne connais pas les détails.

**Les neveux de Sidane Ag Hitta, un chef de katiba d'Aqmi, ont été libérés plus tard, au moment de la libération d'un autre otage français, Serge Lazarevic. Sidane Ag Hitta avait-il tenté d'obtenir ces**



**libérations plus tôt, au moment des négociations pour les otages d'Arlit ?**

Je ne sais pas. Vraiment ce sont des détails que je ne connais pas.

**On a parlé d'argent, on a parlé de libération de prisonniers. Est-ce qu'il y avait d'autres clauses dans le marché passé avec Aqmi pour libérer les otages d'Arlit ?**

Vraiment, je ne le sais pas, je ne connais pas.

**Est-ce que vous savez qui détenait les otages d'Arlit ?**

Oui, c'est Aqmi.

**Mais est-ce que c'était les hommes d'Abou Zeid ? Est-ce que c'était les hommes d'Abdelkrim al-Targui ?**

Ce sont les hommes d'Abou Zedi, c'est Aqmi.

**Est-ce que les deux katibas, celle d'Abou Zeid et celle d'Abdelkrim al-Targui, étaient impliquées dans les négociations ?**

Non, les négociations, c'est Aqmi, c'est Abou Zeid.

**Baye Ag Bakabo est le chef du commando qui a enlevé, puis assassiné, Ghislaine Dupont et Claude Verlon à Kidal le 2 novembre 2013. Qu'est-ce que vous savez de lui ?**

Je le connais, mais je ne sais pas ce qu'il fait de sa vie.

**Selon vous, est-ce qu'il a pu être impliqué dans l'enlèvement ou la détention des otages d'Arlit ?**

Non, il n'a pas pris les otages d'Arlit d'Areva. C'est Aqmi qui les a enlevés, c'est Abou Zeid en personne. C'est avec lui qu'on a négocié, pas quelqu'un d'autre.

**Donc Abdelkrim al-Targui n'avait aucun rapport avec ces négociations. Il n'en attendait rien, ni argent, ni matériel, ni libération de prisonniers ?**

Non, cette négociation, Gadoullet l'a faite en ma présence avec Abou Zeid en personne, pas quelqu'un d'autre. Et Yahia Abou Hammam (le successeur d'Abou Zeid après sa mort ; Ndlr).

**Et même s'il n'était pas partie prenante des négociations, peut-être qu'il en attendait quelque chose ? Lui comme Sidane Ag Hitta.**

Vraiment, je ne le sais pas.

**Pour revenir à Baye Ag Bakabo, que savez-vous des relations qu'il entretenait avec la France ? Est-ce qu'il était surveillé ? Est-ce qu'il avait été arrêté ?**

Quand il y a eu l'intervention de Serval (intervention de l'armée française au Mali contre les groupes islamistes en janvier 2013 ; Ndlr), il était à Kidal, il était dans le cantonnement. Il faisait partie des combattants du MNLA cantonnés.

**Il faisait partie des combattants du Mouvement national de libération de l'Azawad, le MNLA, à cette époque ?**

Bien sûr. Beaucoup de gens ont été interrogés par les soldats français, et je ne sais pas s'il en a fait partie ou non. De toute façon, il était au cantonnement à Kidal.

**Aujourd'hui, est-ce que vous savez où il est ?**

Non, je ne le sais pas.

**Selon vous, est-ce qu'il a pu prendre seul la décision d'enlever et d'assassiner Ghislaine Dupont et Claude Verlon ? Ou est-ce que c'est une décision qui a été prise plus haut ?**

Ça aussi, je ne peux pas le savoir.

**Selon vous, est-ce qu'il existe un lien entre la libération des otages d'Arlit et l'assassinat de Ghislaine Dupont et Claude Verlon ?**

Je ne le sais pas et je ne le pense pas. Pour moi, c'est un enlèvement. Les gens qui l'ont fait, ils l'ont voulu : ils ont trouvé l'occasion, ils l'ont fait.

**C'est « un rapt d'opportunité qui a mal tourné », comme le dit Akotey ?**

Moi, je le pense aussi.

**Vous ne pensez pas que ce sont les conditions de la libération des otages d'Arlit, une frustration financière ou par rapport à des libérations de prisonniers qui auraient pu motiver les ravisseurs, puis les assassins ?**

Je ne le sais pas, mais je ne pense pas que ce soit lié à cela. C'est un enlèvement, purement et simplement, qui a mal tourné.

**Ghislaine Dupont, vous avait-elle contacté au sujet des négociations sur les otages d'Arlit ?**

Non, jamais. Je ne l'ai jamais rencontrée.

**Et les gens ne parlaient pas d'elle autour de vous à Kidal ?**

Non. Non.

**Le ministre français de la Défense, Jean-Yves Le Drian, a déclaré que Ghislaine Dupont et Claude Verlon avaient été « trahis ». Selon vous, par qui ?**

Je ne le sais pas.

**Une partie importante des documents français sur ce dossier sont des documents « secret défense », que la France n'a pas déclassifiés. Beaucoup, à commencer par les proches de Ghislaine Dupont et Claude Verlon, se demandent ce que l'armée française et les services français de renseignements ont à cacher. Vous, vous avez une idée ?**

Non, je n'ai aucune idée sur ce problème-là, vraiment.

**On sait que vous êtes proche de Iyad Ag Ghaly, le chef d'Ansar Dine, dont vous avez vous-même**

**été un cadre avant de rejoindre le haut conseil pour l'unité de l'Azawad (HCUA). Aujourd'hui vous avez toujours des contacts avec Iyad Ag Ghaly ?**

Non, je n'ai pas de contact avec lui (rires).

**Ça vous fait rire ?**

Non, c'est cette pensée d'avoir le contact avec Iyad.

**On sait qu'il est devenu l'une des principales cibles de l'armée française. Vous êtes inquiet pour lui ?**

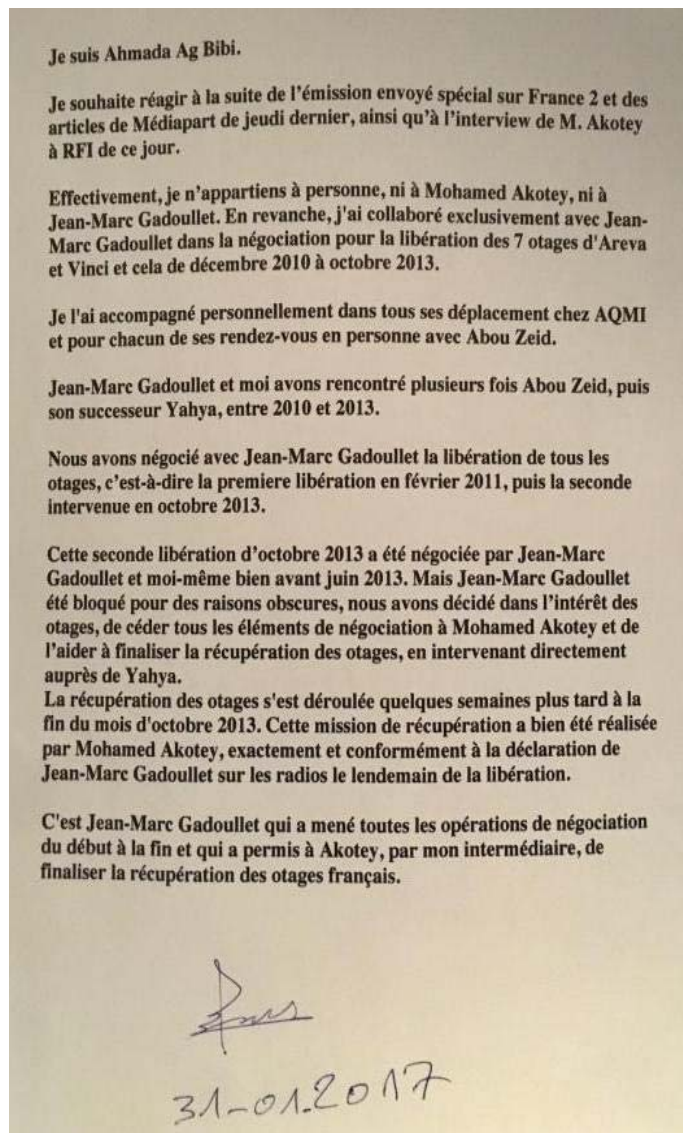
Non, je ne suis pas inquiet pour lui. Il a pris son chemin, c'est tout.

**Et vous savez où l'a mené son chemin ? Vous savez où il est ?**

Non, je ne le sais pas. Je ne le sais pas.

Par David Baché  
03 février 2017

Source : <http://rfi.fr/>



# Au-delà des mots

**Au slogan « Ta yi tawri » de la phénoménale marche du 21 décembre 2016, la mouvance présidentielle avait répliqué « Ta yi Tabshi ». Demain, entendra-t-on « An ce ta yi tawri » qui serait suivi du « Ta yi lugub » du camp présidentiel ? Et dans les semaines ou les mois à venir, assistera-t-on à « Ta yi tsawri » versus « Ta yi lugub-lugub » ? Derrière les mots constitutifs de ces slogans, se cachent surtout des maux : le dysfonctionnement de l'école publique, le délabrement du système sanitaire, la montée de la corruption, l'accroissement des inégalités sociales, etc. Des défis majeurs, qu'il importe de décrire d'une manière qui échappe aux considérations subjectives et partisans. Tant les questions vitales qu'ils soulèvent portent sur des enjeux transcendants et les traitements qu'ils requièrent, nécessitent la mobilisation et l'engagement de toutes les composantes actives du peuple nigérien.**



En ce qui concerne le système scolaire par exemple, on est en effet en face d'une école publique dont les dérèglements sont tellement profonds et persistants, au point où ceux qui y enseignent, préfèrent systématiquement inscrire leurs enfants dans les établissements privés, dès qu'ils ont les moyens de le faire. Et le politique qui, au moment des campagnes électorales promet beaucoup, énonce des mesures et exhibe triomphalement des rendements dans le discours officiel, ne prend guère le risque d'y inscrire ses enfants et /ou petits-enfants.

Elle est bien loin, l'époque où le fils ou la fille du cultivateur partagent les bangs de la classe avec les enfants du chef du village, du chef du canton, du maire, du Préfet, du Ministre et même du chef de l'Etat, dans une école qui met, exclusivement, le mérite en avant, et dans un pays où l'effort et la compétence jouaient un rôle important dans le mécanisme de stratification sociale.

Elle est lointaine aussi, l'époque où seuls les élèves admis au BEPC, ayant des notes largement au-dessus de la moyenne, sont orientés dans les écoles normales. L'unique et l'incontournable moyen d'accéder à la profession d'enseignant(e) dans les écoles primaires nigériennes. Aujourd'hui, l'enseignement serait à

la portée de tous, y compris de ceux qui ont quitté les bangs très tôt, pour insuffisance de niveau ou de moyens. Il suffirait d'avoir le tuyau ou le parrainage qui mènent aux contrats, que l'Etat nigérien « démocratisé », offre « généreusement » à ceux qui sont aussi bien les fruits que les victimes d'un système qui ne reconnaît et promet que les puissants et les riches.

La question de la baisse du niveau ne serait dès lors guère préoccupante. Tant l'Etat semble privilégier la quantité à la qualité. Après tout, à quoi servirait un parcours scolaire, et même universitaire, de qualité, dans un pays où, la carte du parti est de plus en plus érigée en diplôme ? Que représentent en effet le goût de l'effort, le prestige de la compétence et l'attrait de la vocation, dans un pays où l'accès à la fonction publique, aux marchés publics et même la réussite dans l'entreprenariat privé sont, de plus en plus, fortement déterminés par l'appartenance politique ?

On peut par ailleurs se poser la question de savoir si la société nigérienne, elle-même, se préoccupe véritablement de la situation dans laquelle végète l'école publique. Ceci d'autant que l'idée qui consisterait à faire de la question de l'école nigérienne un des critères fondamentaux

du répertoire populaire d'évaluation des performances des différentes composantes de la classe politique nigérienne et de positionnement électoral, peine à se frayer un chemin.

Les hommes politiques n'ont de ce fait jamais été contraints, de par les aspirations populaires, à faire de la question de l'école nigérienne un enjeu électoral important, suscitant des propositions concurrentielles, à même de se traduire en actions concrètes. A quoi servirait d'ailleurs un enjeu électoral, dans un pays où la politique est de plus en plus perçue et vécue comme le moyen de s'enrichir, et le plus rapidement que possible et de façon spectaculaire ? Un état de fait qui est non seulement cautionné mais aussi, et peut être surtout, encouragé par une société de plus en plus gagnée par le culte du dieu argent.

L'argent. Ce nouveau dieu de la cité, qui permet et justifie tout. Peu importe sa provenance. On peut l'exhiber, et même de manière insolente. La morale sociale ne semblant exiger que sa redistribution. Aussi, ceux qui n'en disposent pas sont de moins en moins acceptables et fréquentables. Et ceux qui en ont, sont plus que jamais adulés, voire vénérés.

Mais cette érection de l'argent en critère éminent de la reconnaissance sociale n'est pas sans effets. La course effrénée à l'accumulation des biens matériels qu'elle galvanise, se traduit, dans bien des cas, par des détournements des deniers publics, des surfacturations, etc. Le développement des réseaux de corruption qui multiplie les compromis, au moins autour des logiques susceptibles de leur garantir l'impunité indispensable à la continuité de leurs transactions.

Dans le processus, des fonds pouvant être mis à contribution pour redresser les secteurs sociaux vitaux comme l'éducation et la santé, sont allégrement détournés. Et l'on ne se pose guère de questions sur cette courbe spectaculairement ascendante de l'enrichissement d'une infime minorité de la population, qui toise la trajectoire vertigineusement déclinante du train de vie du plus grand nombre. Les uns s'enrichissent davantage. Les autres s'enfoncent dans la pauvreté.

Les inégalités se creusent, inexorablement. Elles sont manifestes. Plus que jamais criardes. Le luxe des quartiers cossus des grandes villes, n'a d'équivalent que la paupérisation croissante des quartiers populaires et des zones rurales. Des immeubles qui poussent comme des champignons. Des voitures imposantes, qui circulent sur des routes de plus en plus envahies par des mendiants.

De ce tableau, se dégage principalement l'image de deux catégories de personnes, voire même de citoyens. Les riches et les pauvres, tout simplement. Les uns vivent confortablement. Leurs enfants ont accès à la relative instruction de qualité que propose les établissements privés, et sont soignés dans les cliniques privées. Et quand ils leur arrivent d'avoir quelques démêlés avec la justice, ils peuvent, dans certains cas, espérer son indulgence. Les autres subissent les effets la dégénérescence des systèmes éducatif et sanitaire du pays et sont indubitablement exposés à la rigueur de la loi, en cas de déviance.

Ainsi, de la montée subite d'une « classe » étiquetée « moyenne », des millions de déshérités de ce pays ne peuvent espérer que le régal des yeux, devant les artifices de jouissance qu'elle dégage. Leurs conditions de vie se détériorent. Et leur rêve des lendemains meilleurs s'estompé, de plus en plus. Tellement la satisfaction de leur attente fondamentale d'une démocratisation des conditions d'accès au bien-être social et économique ne cesse d'être différée.

Autant d'éléments donc, qui expliqueraient le triomphe de la marche du 21 décembre 2016 tout en justifiant les appels citoyens pour une plus grande mobilisation. Une mobilisation devant se traduire par des marches, pacifiques, mais aussi par des actions citoyennes constantes et légales, ainsi qu'un travail permanent de sensibilisation, en faveur de l'avènement des moeurs politiques et sociales, qui permettraient de donner, enfin, un prolongement social et économique au processus de démocratisation amorcé au début des années 1990.

**Elisabeth Shérif  
Politologue**

## Le Canard en furie

Hebdomadaire Satirique Nigérien

Siège Terminus, 1<sup>er</sup> virage à gauche après l'Hôtel Terminus en venant du Rond point Grand Hôtel, tout droit jusqu'au bout de la rue.

### Directeur de publication

**Ibrahim AMADOU**  
96.27.01.96

### Directeur Commercial

**Inoussa DICKO**  
E-mail : in\_dicko@yahoo.fr  
90.00.99.83 / 96.75.34.12

Conception & Composition  
**Le Canard en furie**  
Tirage: 1000 Exemplaires sur  
Les presses de la G.I.N